

## Célébration des 18 ans de la Charte de l'unité nationale au Burundi

PANA, 05/02/2009 Bujumbura, Burundi - Les Burundais ont célébré, jeudi, dans le recueillement, le 18<sup>e</sup>me anniversaire de l'adoption, par référendum populaire, de la Charte de l'unité nationale dont les retombées sociopolitiques restent néanmoins aujourd'hui encore maigres. Le projet de société de l'ex-président, le major Pierre Buyoya, ambitionnait de faire en sorte que la paix et la prospérité régneraient dans le pays à travers une justice sociale plus saine et de concilier jamais les différentes composantes ethniques du pays. Il a recueilli 89,21% des votants qui ont dit "oui" lors du référendum populaire du 5 février 1991.

Les régimes précédents ne reconnaissaient même pas l'existence d'ethnies antagonistes au Burundi et il a fallu l'audace du major Buyoya pour briser le tabou. L'enthousiasme populaire fut cependant de courte durée et les violences interethniques recommencèrent encore plus violemment au lendemain du coup d'Etat de l'armée à dominante tutsi (ethnie minoritaire) de 1993 dans lequel périrent le président démocratiquement élu de la majorité hutu, Melchior Ndadaye et une dizaine de ses proches collaborateurs. On estime, par ailleurs, à au moins 300.000 citoyens ordinaires qui ont péri dans des tueries interethniques engendrées par le putsch de 1993 et à plus d'un million ceux ayant été poussés à l'exil intérieur et extérieur. Les déchirements ethniques se sont quelque peu apaisés au lendemain de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la conciliation au Burundi. C'est sur la base du même accord que les différentes composantes ethniques du pays tentent aujourd'hui de partager plus équitablement le pouvoir et de limiter les "conflits du ventre", se moquait-on jeudi matin encore des politiciens burundais dans les conversations de rue à Bujumbura. Les quotas ethniques convenus à Arusha confèrent précisément 60% des postes de responsabilité aux Hutu et 40% aux tutsi à tous les niveaux du pouvoir. Un autre accord porteur d'espoir d'une paix et d'une conciliation encore plus durables lie depuis le 7 septembre 2006 le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rebelle) et le pouvoir central du moment au Burundi. Le dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays a souscrit récemment à la charte de l'unité à sa façon, en acceptant de renoncer officiellement à l'ancienne appellation à connotation ethnique de PALIPEHUTU-FNL pour se commuer en "Forces nationales de libération" (FNL) et prétendre à l'agrément en tant que parti politique. La sortie progressive des ghettos ethniques devrait ouvrir la voie à une compétition politique à base de projets de société prometteurs de progrès socio-économiques, espère encore le petit peuple.